



ARMÉNIE, HISTOIRES D'UNE RÉPUBLIQUE

Il y a 100 ans, après une bataille homérique à Sardarabad, Bach Abaran et Karakilissé, un peuple qui venait de subir un Génocide ayant conduit à la perte des deux tiers de sa population et à l'exode de la quasi-totalité du reste, trouvait les ressources morales et nationales pour accéder à l'indépendance. On ne dira jamais assez ce que la génération actuelle des Arméniens, que ce soit en Arménie ou en Diaspora, doit à cette poignée d'hommes et de femmes qui ont réussi le tour de force de redonner un espoir à une nation. Quand on voit en 2018 la situation inextricable des Kurdes ou des Palestiniens, on mesure pleinement l'importance pour une population de disposer d'un Etat, d'une République.

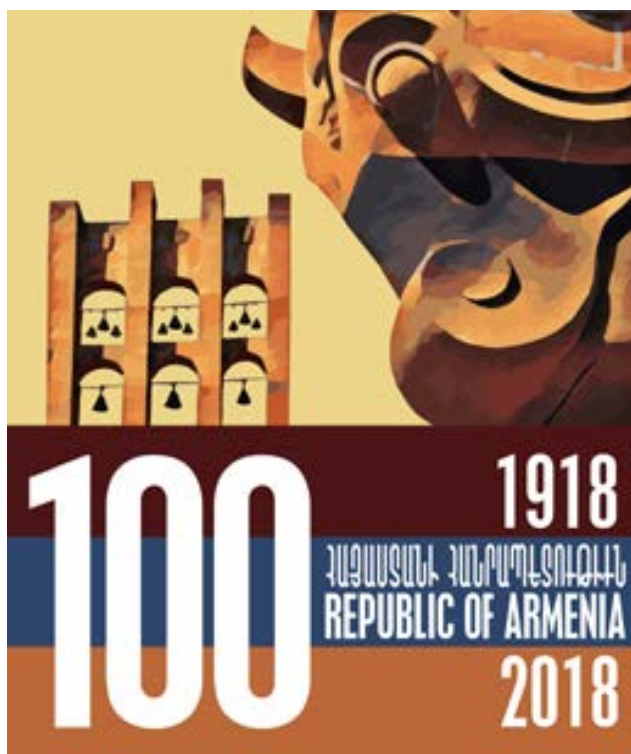
En deux ans, attaquée de toute part, avec une population en lambeaux, la première République d'Arménie indépendante a posé les fondations d'une République démocratique parlementaire : droit de vote des femmes (1945 en France), scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, interdiction du travail des enfants... C'est également elle qui a mis en place toutes les institutions régaliennes de l'Etat qui se poursuivent à ce jour : police et organisation de l'Etat avec Aram Manoukian, armée (avec quelques vicissitudes) avec Roupen Ter Minassian, diplomatie avec Avédis Aharonian, médias avec Simon Vratsian créateur d'*ArmenPress*, banque centrale... Blackboullée sous les coups de boutoir conjoints de la Turquie kémaliste et des Soviets, l'Arménie indépendante s'effaçait en

1921 pour devenir durant 70 ans une République socialiste soviétique au sein de l'URSS, où elle donnait plutôt l'image du bon élève marxiste. Cette République a profondément marqué le paysage et l'architecture actuelle mais a aussi immensément

divisé la Diaspora. Pourtant, jamais l'idée de retrouver une « Arménie libre, indépendante et réunifiée » n'a été abandonnée au sein de la nation arménienne.

C'est de tout cela qu'hérite, en bien et en mal, la troisième République arménienne ou la deuxième indépendante, lorsqu'elle proclame son indépendance le 21 septembre 1991 en confiant symboliquement à Aram Manoukian (un homonyme, membre du Comité Karabagh) le soin de l'annoncer comme son illustre prédécesseur, 73 ans plus tôt. Le fil de l'indépendance était renoué, un nouveau chapitre pouvait s'écrire avec d'autres vicissitudes liées à la guerre que lui mènent toujours ses voisins turcs et azéris et au démantèlement de l'Empire soviétique.

Dans quelques jours, un hommage sera rendu en Arménie aux Pères fondateurs de la République d'Arménie que nous évoquerons dans notre prochain numéro. Pour notre part, nous avons demandé aux historiennes Anahide Ter Minassian et Taline Ter Minassian et au politologue Vicken Chétérián de nous apporter un éclairage sur cette république et ses acquis sur les suivantes. A travers eux, nous rendrons nous aussi hommage aux grands hommes de l'indépendance arménienne. ■



28 Mai 1918, naissance d'une nation

■ PAR ANAHIDE TER MINASSIAN

Comment commémorer aujourd'hui en France le centenaire de la création de la République d'Arménie ? Alors que la commémoration du centenaire du Génocide arménien, renforcée par la revendication de la reconnaissance du Génocide par la Turquie, a suscité, en 2015, des dizaines de manifestations publiques, l'édition de quantité de livres, des expositions, des débats politiques, des concerts, des messes, quelques documentaires télévisés relayés par les réseaux sociaux, la création quasi miraculeuse d'un Etat arménien en 1918, dans les derniers épisodes de la Première Guerre mondiale, ne provoque aucune résonance ou presque chez les citoyens français d'origine arménienne. C'est vrai, on ne commémore pas tout et n'importe quand. La commémoration est en général un acte politique engagé par des autorités publiques impliquant le choix dans le passé d'un événement porteur de sens et de valeurs identitaires valables dans le présent.

En l'absence d'une véritable demande sociale en France concernant la naissance d'une République indépendante d'Arménie comment commémorer le centenaire de cet événement ? Car ce qui est en cause ici, ce n'est plus comme dans le cas du centenaire du Génocide arménien l'histoire tragique « de ma grand-mère » dont la survie aux déportations et aux massacres a conduit et a permis « ma naissance » et « mon existence » en France. C'est un fait, la mémoire familiale même fragmentée, oubliée, recomposée chez les descendants – de plus en plus métissés – des Arméniens survivants de 1915 et les liens affectifs

qui en découlent continuent à susciter chez eux un besoin d'histoire. Et surtout chez les plus jeunes, un besoin d'enraciner leur histoire familiale, leur identité incertaine, dans le cadre plus général et philosophique de l'histoire des génocides du XX^e siècle. Citoyens parfaitement intégrés, les Français d'origine arménienne, quand ils ne sont pas encore « assimilés », font partie d'une diaspora mondiale centrifuge. Depuis un siècle, ils ont eu et ont des rapports compliqués avec l'Arménie soviétique ou indépendante. L'Arménie comme « pays » – pays d'origine ? Patrie ? Par opposition à la France pays légal ? – et comme « Etat », membre de l'ONU, dont l'existence nécessite des analyses historiques et politiques, suscite des engagements ravivés par le conflit et l'avenir du Karabagh ou de simples élans de solidarité.

Une fois encore, il nous faut revisiter le passé. En 1914, le territoire de « l'Arménie historique » est partagé entre les trois empires ottoman, russe et

perse, où 3 à 4 millions d'Arméniens sont dispersés et reconnus comme minorités religieuses. Les partis politiques arméniens – arménagan (1885) hintchakian (1887), dachnaktsagan (1890) – ont pour objectif la résolution de la Question arménienne dans l'Empire ottoman, internationalisée depuis 1878. Durant la Première Guerre mondiale qui éclate en Europe (août 1914) et bouleverse le destin de tous les peuples du Moyen Orient, l'Empire ottoman entre en conflit avec l'Empire russe. A partir d'avril 1915, le gouvernement jeune-turc procède aux déportations massives et aux massacres des Arméniens de l'Empire ottoman : le Génocide de 1915 fait disparaître la moitié de la population arménienne ottomane et transforme en réfugiés les survivants. La révolution bolchévique de 1917, l'évacuation du Plateau arménien occupé par l'armée russe, la sécession de la Transcaucasie, l'avance victorieuse de l'armée turque conduisent à la création de trois républiques transcaucasiennes indépendantes comme condition préalable de paix exigée par les Turcs : la Géorgie le 26 mai 1918, l'Azerbaïdjan le 27 mai 1918, l'Arménie le 28 mai 1918. Cette résurrection d'un Etat arménien après une éclipse de six siècles et dans une situation apocalyptique, n'avait été ni programmée, ni souhaitée par les partis politiques arméniens et encore moins par les 15 membres du Conseil national (*Azkayin Khorourt*) – dont 6 Dachnaks (Avédis Aharonian, Aram Manoukian, Nikol Aghbalian, Rouben Ter Minassian, Khatchadour Kardjikian, Ardachès Babalian), 2 sociaux-démocrates, 2 socialistes



Aram Manoukian

l'Azerbaïdjan le 27 mai 1918, l'Arménie le 28 mai 1918. Cette résurrection d'un Etat arménien après une éclipse de six siècles et dans une situation apocalyptique, n'avait été ni programmée, ni souhaitée par les partis politiques arméniens et encore moins par les 15 membres du Conseil national (*Azkayin Khorourt*) – dont 6 Dachnaks (Avédis Aharonian, Aram Manoukian, Nikol Aghbalian, Rouben Ter Minassian, Khatchadour Kardjikian, Ardachès Babalian), 2 sociaux-démocrates, 2 socialistes



Dans la plaine de Sardarabad, avant la bataille



© Musée FRA

Combattants de la bataille de Sardarabad



© Musée FRA

Militaires préparant la bataille de Sardarabad



© Musée FRA

Premier et unique avion de l'armée arménienne de la République de 1918

révolutionnaires, 2 populistes, 3 sans parti – élus, à Tiflis, par le Congrès des Arméniens orientaux, quelques jours avant la Révolution d'Octobre 1917. Mais ils acceptèrent le 28 mai 1918, sans prononcer les mots indépendance et Arménie, “*d'assumer toutes les fonctions gouvernementales et administratives dans les provinces arméniennes*”, à savoir les 11 000 km² de la province de Erevan. Une région pauvre de hautes terres, de montagnes et de steppes, coupée du monde, où la population est pour 40 % musulmane (des Tatares et des Kurdes insurgés). Une région submergée par 200 à 300 000 réfugiés arméniens, dont des dizaines de milliers d'orphelins, où sévissent famine et épidémies. Mais en janvier 1917 le Conseil national avait envoyé à Erevan, Aram Manoukian (1879-1919) le militant dachnak organisateur de l'auto-défense de Van (1915), à qui va revenir la responsabilité de défendre et de consolider cette future “*plate-forme de la République d'Arménie*” en galvanisant la population arménienne, en réussissant avec le général Dro une levée en masse pour “*la défense nationale*” contre l'armée turque. Avec la victoire de Sardarabad (28 mai 1918) sous la direction des généraux Silikian et Beg-Piroumian, les Arméniens gagnèrent ainsi “*leur droit à former un Etat indépendant*”. Il faudra deux ans au gouvernement dachnak, pour juguler la famine, jeter les bases d'un régime démocratique parlementaire (suffrage universel et droit de vote aux femmes), proclamer l'arménien langue nationale, créer une université,

élargir les frontières, “*arméniser*” l'Arménie et s'insérer dans les relations internationales. Le traité de Sèvres (10 août 1920) – jamais ratifié – qui accordait à l'Arménie d'importantes extensions territoriales en Turquie, sera annulé par le traité de Lausanne (1923). Attaquée par les troupes kémalistes avec lesquelles les bolcheviks vainqueurs de la guerre civile en Russie ont conclu un pacte, l'Arménie militairement battue est soviétisée (29 novembre-2 décembre 1920) et perd son indépendance. Le traité de Kars (13 octobre 1921) fixe jusqu'aujourd'hui ses frontières avec la Turquie.

La commémoration en France du « 28 Mai 1918 » a été et est resté l'apanage du Dachnaksoutioun, de ses militants, de ses sympathisants. Surtout entre les deux guerres, lorsque les protagonistes de la République d'Arménie étaient vivants et dont certains séjournaient en France où la Délégation de la République d'Arménie a joué jusqu'en 1924 (date de la reconnaissance de l'URSS par la France) le rôle d'un gouvernement en exil. Et même après cette date, les hommes représentatifs de cette éphémère République continuèrent à bénéficier d'une certaine considération auprès de la classe politique française alors que les réfugiés arméniens issus de l'Empire ottoman ne représentaient qu'une population laborieuse, disséminée de Marseille à Paris en passant par la région Rhône-Alpes, de quelque 60 000 individus. ■

DOSSIER

Mon souvenir d'enfance

■ PAR ANAHIDE TER MINASSIAN

Je me souviens des commémorations à Paris du «28-Mai» à la fin des années 1930. 1936 ? 1937 ? 1938 ? Je ne saurais préciser. J'ai entre 7 et 9 ans, j'ai une belle robe et un nœud dans les cheveux. C'est un événement festif qui se déroule un samedi soir, attendu avec impatience et annoncé par le journal *Haratch*. Vers 19h30, nous prenons en famille le métro à la station Place des Fêtes avec d'autres Arméniens endimanchés, échoués comme mes parents dans ce quartier chaleureux et populaire proche de Belleville. Nous émergeons à la station Cadet dans un paysage urbain structuré et intimidant et où, me dit-on, vivent d'autres Arméniens, confectionneurs, imprimeurs, mais aussi, et c'est un souvenir tenace, des communistes arméniens, tel Micha Aznavour, opposés aux Dachnaks et à l'indépendance de l'Arménie. Des mots qui ne prendront un sens que beaucoup plus tard. Nous nous engageons dans l'ascension de la rue Cadet pour atteindre l'immeuble proche du *Petit Journal* dont

l'entrée est gardée par un service d'ordre d'ouvriers dachnaks.

Nous entrons dans une grande salle propre à accueillir plusieurs centaines de personnes : un alignement de chaises, et au fond une vaste estrade où a été déployé «le rouge-bleu-orange» arménien, des scouts arméniens en uniforme. Mes souvenirs sont sans doute la synthèse de plusieurs commémorations obéissant jusqu'après la Seconde Guerre mondiale (1) à un rituel à peu près identique même si les acteurs ont changé.

Dans une salle comble, devant un public totalement conquis, la soirée commençait par les hymnes arménien et français entonnés par tous. Suivait une longue série de discours en arménien et en français. Discours argumentés (fort ennuyeux pour une enfant) d'orateurs arméniens, géorgiens et français. Car le premier rang était toujours occupé par des invités de marque, députés ou ministres français, socialistes ou

issus de la droite républicaine, dirigeants de la Géorgie indépendante dont certains avaient joué un rôle de premier plan dans la Révolution russe, quelques officiers russes ou arméniens. Evidemment, je n'étais pas en mesure de saisir ces nuances, mais les yeux grand ouverts j'observais ces hommes en tenue de gala, je mesurais à l'ampleur des applaudissements leur prestige ou leur popularité. Bien entendu, je confonds avec les années l'ordre d'apparition de Noé Jordania, de Tchékhenkéli, de Zourabichvili, d'Edouard Depreux, ministre de la Justice du Front Populaire puis ministre de l'Intérieur de la Quatrième République, de Louis Marin et de ces autres «amis du peuple arménien», un peuple martyr disait-on, mais un peuple allié de la France qui s'était battu vaillamment pour la liberté et la démocratie contre les Turcs et les bolcheviks, qui avait créé une république indépendante dont elle avait été frustrée, mais serait un jour rétablie. J'absorbais la parole, la vindicte et les promesses ponctuées d'applaudissements frénétiques des orateurs arméniens : Alexandre Khatissian (2), Abraham Gulghandanian, Chavarche Missakian, Simon Vratsian, Archak Djamalian.

Ceci dit, je ne comprenais pas le dixième de ce que j'entendais, je ne savais pas ce que signifiait «Etat», et encore moins l'importance pour un peuple d'«avoir un Etat», mais il y avait des mots qui résonnaient avec ceux appris à l'école primaire de la rue des Bois où s'accomplissait ma francisation : «république» «liberté, égalité, fraternité» et même «patrie». Car ce que nos orateurs, pour la plupart caucasiens, ignorant les erreurs et les défaites, inculquaient à leurs auditeurs réfugiés et exilés arméniens de Turquie, c'était la fierté. Ce qu'ils annonçaient, c'était la réalisation de «*L'Arménie libre, indépendante et réunifiée*» proclamée par le catholicos Kévork V, le 28 mai 1919, à Erevan.



De g. à d. Roupen Ter Minassian, Chavarche Missakian, Archag Djamalian, Simon Vratsian, et Alexandre Khatissian

J'ai absorbé cette fierté et mémorisé la litanie des noms des «victoires» du mois de mai 1918 - Sardarabad, Bach Abaran, Karakilissé – des noms de lieux inconnus – Djavakhk, Nakhitchevan, Zanguéour, Karabagh –, le mythe du traité de Sévres étendu à des lieux tout aussi inconnus et interdits, mais plus familiers – Van, Mouch, Erzerum – d'où venait le prolétariat arménien de la Place des Fêtes, de Gentilly, d'Alfortville, de Marseille, de Décines, de Vienne. Toutes notions qu'il me faudra réviser des années plus tard. Mais une certitude, revivifiée aujourd'hui par le destin du peuple kurde : l'existence d'un Etat arménien est un miracle politique.

La seconde partie de la soirée était artistique et totalement arménienne : déclamations, chants, danse caucasienne. Enfin vers minuit, commençait une fête qui durait toute la nuit avec tablées de familles, nourritures, boissons, orchestre et bal populaire à la «*franca*». Je me souviens de mon émerveillement à la vue de la jeune, belle et blonde Héranouche Kazazian (la future mère d'Alain et de Claude Terzian) enveloppée d'une longue robe bleue claire et inaugurant le bal dans les bras d'Alexandre Khatissian, le cou engoncé dans un col blanc et d'une raideur aussi aristocratique que celle d'Eric Von Stroheim dans *La Grande illusion*, le film de Jean Renoir. ■

(1) Dans la salle de la mairie du V^e ou du VI^e arrondissement.

(2) Alexandre Khatissian a succédé à Avédis Aharonian (1866-1948) comme président de la Délégation de la République d'Arménie lorsque ce dernier a été terrassé par une attaque cérébrale en 1934, l'année de la disparition de Michaël Varandian qui avait représenté la FRA auprès de la Seconde Internationale (ou Internationale socialiste).

Le livre d'Anahide Ter Minassian, *La République d'Arménie 1918-1920*, a été numérisé. Il s'agit de la première édition de 1989. Une 2^e édition complète (2006) existe avec une couverture différente.

La numérisation est l'œuvre de Vartan Arzoumanian, de l'association ARAM à Marseille.

https://archives.webaram.com/livres/liseuses/La_Republique_d_Armenie_Anahide_TER_MINASSIAN/mobile/index.html

Avédis Aharonian, le diplomate de la liberté

Le 20 avril 2018 a été commémoré le 70^e anniversaire de la mort de celui que l'on considérait comme le père de la diplomatie arménienne, Avédis Aharonian. Hommage à l'une des figures de l'indépendance arménienne.

■ PAR HAROUT MARDIROSSIAN

Né à Igdir dans l'Empire russe le 9 janvier 1866, Avédis Aharonian était un révolutionnaire au sens où, déjà très jeune, il s'est révolté contre le destin qu'on lui avait assigné. Ses parents voulaient en faire un prêtre en l'envoyant au séminaire Guévorkian d'Etchmiadzine. Il s'en échappa en 1886, au figuré comme au littéral, pour partir faire des études d'Histoire et de philosophie à l'Université d'Etat de Lausanne en Suisse, puis de littérature à la Sorbonne. C'est en Suisse en 1901, qu'il rencontre son mentor en politique, Christapor Mikaélian, qui est alors le rédacteur en chef de *Trochag*, l'organe de la FRA Dachnaktsoutioun à laquelle il adhère immédiatement. Il comprend alors que pour lui ce sera avec les mots qu'il luttera. Et de quelle brillante manière !

En effet, Aharonian ne sera pas un révolutionnaire les armes à la main, mais un révolutionnaire des mots portant dans ses écrits l'espoir de liberté et d'indépendance du peuple arménien. Les fédais, il les a côtoyés et les a décrits mieux que personne, comme s'il était des leurs dans le formidable, *Sur les chemins de la liberté*, (1908) car il fallait aussi qu'une belle plume raconte cette histoire des fédais arméniens naviguant entre l'Empire russe, l'Empire ottoman et l'Empire Perse. Ses écrits deviennent une œuvre de propagande puissante et créent des vocations dans la jeunesse arménienne, mais lui valent aussi deux ans d'emprisonnement dans les prisons tsaristes (1909-1911) alors qu'il



Avédis Aharonian, président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie

dirige le collège Nercessian de Tiflis. Il les passera à écrire des articles enflammés pour ouvrir la conscience politique des Arméniens sur la possibilité d'une indépendance.

Exilé de nouveau en Suisse, il retourne dans le Caucase en août 1917 où il est élu président du Conseil national arménien basé à Tiflis. C'est de Tiflis le 28 mai 1918 qu'il proclamera au nom de ce Conseil, l'indépendance de l'Arménie. Elu député sur la liste Dachnak, il devient le troisième président de l'Assemblée nationale (du 1^{er} août 1919 au 4 novembre 1920) où il pousse à la création d'un corps diplomatique pour l'Arménie. Il est naturellement désigné comme président de la Délégation de la République d'Arménie, ce qui correspond à la fonction de ministre des Affaires étrangères. Il sera donc chargé de négocier le

Traité de Sèvres (1919-1920), mais aussi les conventions de Londres (1921) et de Lausanne (1922-23) où il représentera toujours l'Arménie indépendante, même si celle-ci est devenue soviétique. En France où il est établi désormais, il sera reconnu par les autorités comme le représentant de la République d'Arménie indépendante en exil jusqu'en 1924.

Visionnaire, il le sera aussi dans son analyse politique. Dès les années 30, il met en garde les Arméniens contre la montée du fascisme et du nazisme qu'il compare à la Turquie de 1915 et continue d'entretenir l'espoir du retour dans l'Arménie du Traité de Wilson qu'il a patiemment négocié. Le destin le rattrape le 11 février 1934 alors qu'il participe à une conférence à Marseille. Il y est victime d'une attaque cérébrale qui le laissera paralysé pour les 14 dernières années de sa vie. Le 20 avril 1948, il décède. La scène de son malaise (rejouée), la cérémonie funèbre à Marseille devant des milliers de personnes et le transport de son corps jusqu'au Père-Lachaise où là encore des milliers de personnes l'accompagnent, sera le premier film documentaire d'un jeune Marseillais nommé Achot Malakian, dit «Henri Verneuil».

C'est vraiment peu dire que l'Arménie et le peuple arménien doivent beaucoup à Avédis Aharonian dont le rôle incontournable dans la conscientisation politique du peuple arménien et dans l'établissement de sa diplomatie n'a toujours pas été reconnu à sa juste valeur par l'Arménie actuelle. ■



La délégation de la République d'Arménie emmenée par Avédis Aharonian à la conférence de la paix de Paris en 1919

DOSSIER



Blason de l'Arménie soviétique



L'Arménie, le bon élève soviétique

■ PAR TALINE TER MINASSIAN

Le cadre non souverain de la république soviétique a-t-il été une parenthèse de soixante-dix ans dans l'histoire centenaire de l'Etat arménien contemporain ? Ou peut-on considérer au contraire que l'Arménie soviétique, bien que radicalement opposée à la Première République, a posé les bases d'un proto-Etat qui a préparé l'indépendance de la fin du XX^e siècle ? Autrement dit, l'Arménie soviétique fut-elle la II^e République d'Arménie ? Pour répondre à cette question, les historiens doivent s'efforcer de surmonter des clivages politiques et idéologiques longtemps enracinés. Ecrire l'histoire des « régimes » de l'Etat arménien contemporain, c'est chercher à renouer (un peu) « la chaîne des temps », effort que suggère justement l'appellation de « II^e République ».

La majorité renonça ainsi sans difficultés à une indépendance qui n'avait pas été désirée en mai 1918 mais imposée par les circonstances. En 1920, on attendait du retour des Russes non seulement la fin des hostilités avec les Turcs, la libération d'Alexandropol, l'actuelle Gumri, mais aussi le pain, les bottes de cuir et les produits manufacturés d'avant-guerre. Le régime créé par le pacte « Vratsian-Legran » du 2 décembre 1920, ne vécut que deux jours : cet accord avec la Russie soviétique garantissait « l'indépendance » de la nouvelle république soviétique arménienne. Le 4 décembre, le Herkom (1), présidé par Sarkis Kassian (1876-1937) arriva à Erevan et remercia sans ménagement Dro et Terterian (2). Les nouveaux venus sont de jeunes communistes qui appartiennent à la cohorte des bolchéviks arméniens. Ce sont des internationalistes dogmatiques sans aucune expérience du pays. Convaincus du caractère rédempteur de la lutte des classes, ils ont aussi un compte à régler avec les Dachnaks depuis l'échec de l'insurrection communiste de mai 1920. Le 6 décembre, les premiers éléments de la XI^e Armée Rouge, des soldats las et dépenaillés, entrèrent à Erevan. Leur aspect eut un effet dégrisant. Les habitants avaient reçu l'ordre de pavoiser de rouge leurs fenêtres mais les rues étaient à moitié vides. Alexandre Khatissian qui observait la scène depuis son appartement, rue Abovian, se remémora les vers de Pouchkine dans l'opéra *Boris Godounov* : « *Le peuple était silencieux* ».

La soviétisation de l'Arménie

DOSSIER



Couverture d'un numéro spécial de l'organe de propagande à destination de la diaspora, *Sovietakan Haiastan*

L'historiographie soviétique et 70 ans de commémorations officielles ont assigné le 29 novembre 1920 comme date de fondation de l'Arménie soviétique. Dans la Diaspora, l'historiographie dachnak a retenu la date du 2 décembre. Ce n'est pas qu'une simple question de datation mais un véritable enjeu politique. A défaut d'être acceptée avec enthousiasme, la soviétisation de l'Arménie fut accueillie avec soulagement par une population exsangue de 780 000 habitants dont un tiers de réfugiés originaires de l'Arménie turque. L'Arménie a alors éprouvé six années de guerres, de génocide et de révolutions. Pour les paysans arméniens exaspérés par les réquisitions et les levées incessantes de recrues, la soviétisation signifiait le retour des Russes de l'ordre et de la paix, aspiration réelle dont témoigne dans ses *Mémoires*, Alexandre Khatissian. Ajoutons que pour les officiers formés dans l'armée tsariste, pour l'intelligentsia et même pour certains cadres caucasiens du parti Dachnak grandis dans l'admiration de la culture russe, l'arrivée des bolchéviks comblait leur nostalgie de la Russie.

Toutes les institutions précédentes de la Première République furent supprimées, y compris le *Yerakouine* (Ndlr. *Le drapeau tricolore*) et l'hymne national au profit du drapeau rouge, de l'Internationale et des institutions soviétiques. Sans tenir compte de l'état de délabrement de la société, les bolchéviks transfèrent brutalement en Arménie le communisme de guerre qui sévissait en Russie, c'est à dire les nationalisations et la guerre civile.

L'Arménie soviétique : creuset territorial de la nation au XX^e siècle

La république soviétique non souveraine d'Arménie évolua pourtant à l'époque post-stalinienne et en dépit de la tutelle de Moscou, en un véritable incubateur national. Territoire fermé, l'Arménie soviétique est la plus petite mais aussi la plus ethniquement homogène des républiques fédérées de l'URSS. Les autorités organisent et surveillent la mobilité réduite d'une population, nourrie de l'apport du *nerkaght* de 1947 (Ndlr. *Retour vers la Mère-patrie*). Certes, l'Arménie n'est pas indépendante mais l'instruction se développe et elle se distingue par l'excellence de son niveau scientifique, particulièrement



Photo : Taline Ter Minassian



Modernité et tradition. L'antenne géante du centre de radio-physique de l'Aragats. Au fond, l'église du village de Tegher

dans le domaine de la physique. Rappelons le nom des frères Alikhanian ou de Viktor Hambartsoumian pour ne mentionner que les plus connus. Ce sont ces physiciens arméniens qui ont négocié auprès de Moscou la construction au début des années 1970 de la centrale de Medzamor à 28 kilomètres de Erevan. L'énergie nucléaire est alors perçue comme une garantie de l'autonomie énergétique, preuve qu'inconsciemment ou non, les responsables de l'époque songeaient à un avenir proche ou lointain où l'Arménie redeviendrait indépendante. L'orientation prise alors en faveur du nucléaire s'inscrit certes dans une conception et une dépendance soviétique mais il n'en demeure pas moins que ce choix s'est révélé déterminant dans la survie de l'Arménie à partir de l'indépendance en 1991.

■ Erevan, capitale

Erevan atteint au début des années 1980, le seuil du million d'habitants. Depuis les années 1960, Erevan était devenue une sorte de « cité-Etat » exerçant sa polarisation sur un territoire d'une superficie réduite et focalisant l'attention des pouvoirs locaux au niveau républicain, manifestement soucieux d'obtenir des instances centrales de l'Union soviétique des équipements dignes d'une véritable capitale. Usant de leur capacité d'influence auprès du pouvoir central à Moscou, les dirigeants locaux semblent se concentrer sur l'aménagement de la capitale. La gestion urbaine aurait-elle été, en particulier à partir des années 1960, le terrain d'une expérience proto-étatique (forme primitive de la notion d'Etat) ? La mention de



Soutient la presse arménienne

hauts lieux dans la topographie urbaine comme le Maténadaran, véritable institution patrimoniale dont l'édifice conçu par l'architecte Mark Grigorian est achevé en 1958, symbolise pleinement le rôle de capitale dévolu à Erevan. Au milieu des années 1960, l'inscription de la mémoire du Génocide dans son territoire urbain est un autre aspect de la « politique mémorielle » : la décision du Conseil des ministres de la RSS d'Arménie en faveur de la construction d'un monument dédié au souvenir des victimes du *Yeghern* (Ndlr. *Le Crime*) de 1915,



Karen Demirdjian (au centre), 1^{er} secrétaire du PCA, lors d'une cérémonie officielle à Sardarabad

date d'ailleurs du 16 mars 1965 : elle est donc antérieure aux manifestations du 24 Avril 1965. Orchestrée par le jeune et dynamique secrétaire du Gorkom (3) de Erevan, Karen Demirdjian, la commémoration du 2 750^e anniversaire de Erebouni-Erevan en 1968, est une autre initiative participant à l'historicisation de la capitale. Les années 1960 ont été décisives dans la réalisation des grands projets urbanistiques : celui du métro mis en route à l'époque où Anton Kotchinian était Premier secrétaire sera mis en œuvre par Karen Demirdjian, Premier secrétaire du Parti communiste arménien (PCA) à partir de 1974. Huitième métropolitain construit en URSS, il ne représentait pas simplement une solution rationnelle aux problèmes de transport urbain et une garantie de progrès social mais également l'ultime étape de l'achèvement de la capitale. La politique urbaine de Erevan a donc été le lieu d'expérimentation des élites d'Arménie soviétique, et dans cette perspective, la première expression de l'Etat au XX^e siècle.

La II^e République a donc bel et bien existé : elle s'achèvera en même temps que l'URSS. Test négatif de la *perestroïka* (Ndlr. *La reconstruction*), le pogrom de Soumgaït fait voler en éclats le mot d'ordre de "l'amitié entre les peuples", rompant toute relation de confiance avec Moscou. Cet événement constitue l'acte inaugural de la « révolution de 1988 » en Arménie, dont le mouvement du Karabagh est le catalyseur. Ce mouvement s'exprime par des rassemblements monstres sur la place de l'Opéra à Erevan, et produit des slogans et une riche iconographie ouvrant la voie, à partir de 1990, à l'expression ouverte de revendications démocratiques et indépendantistes. ■

(1) Comité révolutionnaire qui va proclamer, avec la XI^e Armée Rouge, la soviétisation de l'Arménie.

(2) Représentants du gouvernement arménien.

(3) Comité de ville du Parti communiste de Erevan.

DOSSIER

CHRONIQUE D'UN MONDE POST-GLOBALISÉ

■ PAR VICKEN CHETERIAN
journaliste et politologue



La république des 900 jours : de la nation à l'indépendance

Beaucoup d'Etats ont des frontières tracées au cordeau. Des frontières tracées par des étrangers : diplomates, puissances coloniales, dirigeants impérialistes lointains. Des Etats devenus indépendants du fait des aléas de l'histoire. Or nombre d'entre eux éprouvent des difficultés à faire émerger une nation parmi les habitants de ce même Etat issu de l'histoire. Nous en voyons certains de nos jours succomber à des guerres internes suicidaires lesquelles détruisent une nation avant même sa naissance.

La déclaration d'indépendance de la république d'Arménie, le 28 mai 1918, est d'un tout autre ordre. Il ne s'agissait pas d'un Etat luttant pour faire émerger une nation en son sein, mais de l'action ultime, désespérée, d'une nation menacée dans son existence. Contrairement aux idées reçues, le mouvement national arménien, présent essentiellement dans l'Empire ottoman, et celui des Romanov, était un mouvement réformiste et non séparatiste. L'histoire de cette nation est plus vaste que l'histoire de l'Etat que je me propose de relater ici.

Quand on s'intéresse aux préoccupations politiques des Arméniens au début du 19^e siècle, le combat essentiel est d'ordre religieux entre l'Eglise apostolique arménienne, la déconnection des catholiques et la création d'un « *millet* » séparé en 1831. Si ces luttes révèlent des dissensions internes au sein des chrétiens arméniens, elles révèlent aussi la crise au sein du système politique ottoman. Ce qui sera évident lorsque le sultan ottoman, Abdul Medjid Ier, lancera les réformes connues sous le nom de *Tanzimat* en 1839, visant à moderniser l'Empire et à créer une citoyenneté ottomane à partir de communautés religieuses, et dont l'impact sera manifeste sur les Arméniens. Entraînant une lutte féroce pour le pouvoir au sein de la communauté (*millet*) arménienne, à savoir le contrôle des institutions communautaires concernant le système éducatif, la fiscalité et la représentation. Lutte qui conduisit à la création de l'Assemblée nationale arménienne et de sa Constitution en 1860, confirmée par le sultan Abdülaziz en 1863.

Le fait que la communauté arménienne ait conçu sa propre constitution seize ans avant l'Empire ottoman reflète la composition sociale de la communauté, avec une importante présence urbaine, un accès à l'enseignement supérieur, l'imprimerie, les médias et un rôle dans l'industrie, le commerce et la finance ottomanes. Sans surprise, les Arméniens joueront un rôle politique essentiel non seulement dans la modernisation de leur propre gouvernance, mais aussi au sein du *Tanzimat* et du mouvement constitutionnel.

L'engagement politique des Arméniens dans l'Empire ottoman s'inscrit largement dans le cadre du *Tanzimat* et avait pour but des réformes politiques visant à instituer une citoyenneté ottomane, une égalité entre des communautés définies au plan religieux, et un Etat de droit. Des raisons matérielles expliquent cette posture réformiste : contrairement aux provinces balkaniques les Arméniens se répartissaient entre l'Empire ottoman avec plus de deux millions d'Arméniens et l'Empire russe avec deux autres millions, dont un million sept cent mille vivaient en Transcaucasie. L'Empire russe qui encourageait les indépendances balkaniques n'avait donc aucun intérêt à agir de même en faveur des Arméniens. Par ailleurs, la population arménienne de l'Empire ottoman se répartissait pour moitié dans les provinces arméniennes historiques, et l'autre moitié dans les grandes villes ottomanes. La bourgeoisie arménienne résidant à l'ouest de l'Empire n'avait aucun intérêt à voir émerger une Arménie indépendante, se souciant plutôt de voir aboutir des réformes dans l'Empire assurant ses droits politiques et sa sécurité.

Avec la révolution de 1908, les Arméniens cessèrent d'être une communauté religieuse, et devinrent une nation. L'interlocuteur privilégié des dirigeants du Comité Union et Progrès (CUP) n'était plus le Patriarcat arménien, mais les partis politiques arméniens, à savoir le Parti dachnak. Les contacts entre le CUP et les Dachnaks perdurèrent jusqu'en 1913, débattant des réformes promises. L'extermination des Arméniens ottomans, durant la Première Guerre mondiale, ne visa donc pas à empêcher l'émergence d'une Arménie indépendante, mais l'élimination d'un groupe social avancé, à l'avant-garde des réformes politiques dans l'Empire, lorsque les dirigeants ottomans eux-mêmes renoncèrent aux réformes et à l'Etat de droit, décidant au contraire de modifier la population de l'Empire en tant que telle.

Même après la révolution russe de 1917 les dirigeants politiques arméniens n'optèrent pas pour l'« indépendance ». Ils voulurent rester aux côtés de la Russie comme seule garantie contre les armées ottomanes qui poursuivaient leurs crimes génocidaires. Même lorsque la révolution bolchévique eut lieu et que Lénine appela à retirer les soldats russes du front, les Arméniens choisirent de demeurer avec leurs voisins géorgiens et azerbaïdjanais dans ce qui devint l'éphémère Fédération transcaucasienne. Ce n'est qu'après la déclaration d'indépendance géorgienne (26 mai 1918), suivie par l'Azerbaïdjan (27 mai), que l'Arménie déclara son indépendance, le 28 mai 1918, afin d'organiser précipitamment l'ultime défense d'Erevan face à la progression des armées turques. ■

Traduction : © Georges Festa pour France Arménie – 04.2018